

Responsable du prochain désastre énergétique, Macron se défausse sur EDF

écrit par Jean d'Acre | 8 septembre 2022



Emmanuel Macron gouverne au poste suprême depuis 2017. Il fait partie de la clique gouvernementale depuis 10 ans ayant participé au gouvernement Hollande.

Le dernier débat sur le nucléaire français autour des errements du pouvoir politique suffit à montrer que le Président Macron peut être un menteur.

S'il peut être un menteur dans une occasion, on est en droit d'inférer qu'il peut être un menteur permanent.

Démonstration.

Monsieur Lévy, PDG d' EDF en partance, a montré la responsabilité du gouvernement, notamment de l'actuel, dans le naufrage nucléaire français actuel :

« Jean-Bernard Lévy avait critiqué, lors des Rencontres des entrepreneurs de France du Medef, fin août, le manque de vision stratégique de long terme de l'État sur le nucléaire. « On n'a pas de problèmes d'expertise, les compétences, les experts on les a (...) On a beaucoup de chantiers en parallèle et d'une certaine manière, on manque de bras, parce qu'on n'a pas assez d'équipes formées (...) Un soudeur, un tuyauteur, il faut deux-trois ans pour le former », avait-il développé. « Et pourquoi on n'a pas assez d'équipes formées ? Parce que l'on nous a dit que le parc nucléaire va décliner, préparez-vous à fermer des centrales », avait-il assuré ».

<https://www.fdesouche.com/2022/09/07/on-nous-a-dit-qu'il-fallait-fermer-les-centrales-nucleaires-le-patron-dedf-fustige-les-revirements-et-le-manque-de-strategie-de-letat-en-matiere-de-nucleaire-emmanuel-macron-le-reca/>

Comme d'habitude, c'est une seconde nature, le pouvoir politique, dont le Président Macron et Madame Borne au premier chef, se défousse et refuse la paternité de cette faillite totale d'une filière industrielle française anciennement d'excellence mondiale :

« C'est absolument inacceptable que les gens qui ont eu la responsabilité des travaux de maintenance du parc (expliquent) aujourd'hui que nous n'avons pas pris nos responsabilités, parce que dès les premiers mois de mon premier mandat nous avons redonné de la visibilité à la filière », a dénoncé

Emmanuel Macron devant la presse, alors que **plus de la moitié des réacteurs nucléaires français sont à l'arrêt pour maintenance**, notamment pour un problème de corrosion important.

« Chacun doit prendre ses responsabilités ; pour ma part, je les ai prises (...). Les travaux de maintenance du parc existant ne sont en rien conditionnés à la création, la décision de nouveaux réacteurs nucléaires que j'ai prise en fin de (premier) mandat (...) Ce que j'ai entendu dans le débat public ces dernières semaines est inacceptable parce que c'est faux et irresponsable », a-t-il encore ajouté.

Les explications données par ces politiciens indignes sont plus que fausses, ce sont de vrais mensonges, il suffit de raisonner avec les faits.

Depuis belle lurette l'Etat français détient plus de 85 % du capital d 'EDF.

Avant la mise sur le marché pour privatisation d'une fraction du capital en 2004, la participation de l'Etat était de 100 % dans EDF.

Avec 85 % du capital, l'Etat français est le seul ultra majoritaire pour définir et décider de la stratégie du groupe et donner les directives à suivre par l'exécutif de la société, son PDG et le Conseil d'Administration qui définissent les orientations pratiques à mettre en place pour atteindre les objectifs assignés par l'actionnaire.

Notons qu'en cas de défaillance dans la mise en œuvre des stratégies, l'état est en mesure de changer l'exécutif de la société soit au cours d'une assemblée générale normale, soit, en cas de crise et/ou d'urgence, en convoquant une assemblée générale extraordinaire.

L'Etat est donc le seul à pouvoir décider des travaux de maintenance et d'en assurer le suivi.

Ajoutons qu'au Conseil d'administration d'EDF, l'Etat dispose aussi d'un siège occupé par un membre de l'administration de gestion des participations, et des représentants qu'il a

nommés.

C'est donc aux deux niveaux décisionnaires, actionnariat et exécutif via le Conseil d'administration, que l'Etat, donc le pouvoir politique en place dont font partie Monsieur Macron et Madame Borne, dicte les perspectives du groupe, les voies à suivre, les actes à mener pour les atteindre.

Outre les intérêts du groupe, l'Etat a aussi à prendre en compte l'intérêt général du pays, sa souveraineté, le confort de ses citoyens et l'assurance d'alimenter suffisamment en énergie les moyens de production des entreprises nationales.

Si donc Monsieur Levy ne s'est plus donné les moyens de conserver du personnel compétent sous le coude et s'est engagé dans la voie du désengagement et n'a pas fait les actes de maintenance nécessaires à la conservation d'un outil qui se révèle aujourd'hui majeur dans la souveraineté énergétique du pays, **c'est tout simplement parce que l'Etat actionnaire et l'Etat au Conseil d'administration lui en a donné l'ORDRE.**

Aucune autre explication ne peut valoir, l'Etat était doublement informé de ce qui se passait dans la société, et était doublement en mesure d'y remédier si cela ne lui convenait pas ou mettait en péril la souveraineté et la sécurité énergétique du pays : **les politiciens français, tous partis confondus ayant exercé le pouvoir depuis 30 ans, sont les seuls coupables de la faillite d'EDF, et plus généralement de la situation gravissime de dépendance envers des puissances étrangères dans lequel ils ont mis la France :** en 14/18, Pétain aurait fusillé toute cette lie politique pour menées antifrançaises que l'on peut qualifier de trahison pure et simple en temps de guerre puisque nous sommes en guerre.

Voici le mandat du Conseil d'Administration d'EDF qui comprend les grandes orientations stratégiques :

« Le Conseil d'administration est composé de 3 à 18 membres. Il détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt

social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Il définit les grandes orientations stratégiques, économiques, financières ou technologiques de la Société ».

Parmi la liste des administrateurs,

1° ceux nommés par les actionnaires, soit à 85 % par l'état,

2° le représentant direct de l'état via l'agence des participations,

3° puis les administrateurs nommés par salariés membres d'organisations syndicales.

Sur le site EDF vous pouvez constater que certains administrateurs nommés par les actionnaires sont également administrateurs de grands groupes français :

<https://www.edf.fr/groupe-edf/edf-en-bref/gouvernance/conseil-administration#:~:text=Conseil%20d%E2%80%99administration%20d%E2%80%99EDF%2C%20pr%C3%A9sentation%20Le%20Conseil%20d%E2%80%99administration%20est,les%20enjeux%20sociaux%20et%20environnementaux%20de%20son%20activit%C3%A9.>

Composition du conseil

Présidé par Jean-Bernard Lévy, le Conseil d'administration est constitué comme suit.

Administrateurs nommés par l'Assemblée générale des actionnaires

Jean-Bernard Levy

Président-Directeur Général d'EDF

Nathalie Collin

Directrice Générale Adjointe et Directrice Générale de la Branche Grand Public et Numérique du groupe La Poste

Bruno Cremel

General Partner du fonds Partech

Gilles Denoyel

Président du Conseil d'administration de Dexia

Delphine Gény-Stephann

Consultante

Marie-Christine Lepetit

Chef du service de l'Inspection générale des finances rattaché au ministre de l'Économie, des finances et de la relance

Colette Lewiner

Administratrice professionnelle

Claire Pedini

Directrice Générale Adjointe, Ressources humaines et transformation digitale de Saint-Gobain

Philippe Petitcolin

Administrateur de sociétés

Michèle Rousseau

Présidente du Bureau de Recherches Géologiques et Minières
Représentant de l'État

Céline Fornaro

Responsable du Pôle Finance de l'Agence des Participations de l'État
Administrateurs élus par les salariés

Claire Bordenave

Parrainée par la CGT

Karine Granger

Parrainée par la CGT

Sandrine Lhenry

Parrainée par FO

Jean-Paul Rignac

Parrainé par la CGT

Vincent Rodet

Parrainé par la CFDT

Christian Taxil

Parrainé par la CFE-CGC

Jean d'Acre

<https://ripostelaique.com/responsable-du-prochain-desastre-energetique-macron-se-defausse-sur-edf.html>